

On commence à parler industrialisation

- **Négociations entamées avec Mly Hafid Elalamy pour la mise en place d'un écosystème**
- **Objectif: Privilégier les joint-ventures et la création de sociétés de droit marocain**
- **Le financement devra suivre**

EN attendant la présentation de la stratégie nationale de l'efficacité énergétique au Souverain et sa déclinaison, le secteur cherche encore son modèle économique. La tutelle a lancé un travail de fond pour mettre en place un nouvel écosystème efficacité énergétique. Il faut dire aussi que c'est la première fois qu'on entend parler d'industrialisation de ce secteur encore embryonnaire. «Nous ne devons pas rater ce tournant. Nous avons entamé les discussions avec Moulay Hafid Elalamy pour mettre en place une plateforme industrielle dédiée à l'efficacité énergétique», a annoncé Aziz Rabbah, ministre de l'Énergie, des Mines et du Développement durable à l'ouverture de la 3e édition des Rencontres africaines de l'efficacité énergétique, organisée hier à Casablanca. Dans ce chantier, le ministre Pjdiste mise sur les entreprises



L'intégration de l'efficacité dans les secteurs énergivores représente un enjeu majeur vu la multiplicité des intervenants et des coûts supplémentaires induits (Ph. L'Economiste)

de pouvoir d'achat de 500 dollars/mois.

Reste que pour sortir de cette dynamique élitiste de l'efficacité énergétique à une approche globale, un long chemin reste à parcourir. «Il faut que la population, les industriels et les professionnels sentent la différence en réduisant leur coût énergétique. D'où la nécessité de mettre en place un business modèle offrant des solutions adaptées au contexte marocain à moyen et long termes», souligne le ministre de tutelle. Il a, d'ailleurs, été décidé d'imposer l'efficacité énergétique au sein des administrations, des collectivités locales, parc automobile... L'Etat doit donner l'exemple. «Aucune autorisation ne devrait être déli-

charge de la Banque de l'entreprise au sein de BMCE Bank of Africa, a fait ressortir l'engagement de la banque en faveur de la transition énergétique et du développement durable depuis l'année 2000. A ce jour, 55 millions d'euros ont été débloqués dans le cadre d'un partenariat avec la Berd

par BMCE Bank, à travers un programme de financement MORSEFF en faveur de l'efficacité énergétique. Sur ce total, 99% des fonds ont été distribués. M'Fadel El Halaissi a souligné que la banque continuera ce programme car «le coût de l'efficacité énergétique est un facteur de production qui permet de gagner en compétitivité. Il a toutefois indiqué que «le Maroc est encore à ses balbutiements en matière de R&D et d'innovation».

Cheikh Sylla Ndiaye, vice-président de la COP21 et expert en efficacité énergétique à la présidence sénégalaise, a affirmé que les fonds sont là et qu'il va falloir aller les chercher. «En Afrique, l'on parle beaucoup de l'efficacité énergétique, mais on fournit beaucoup moins d'efforts», se désole Cheikh Sylla Ndiaye. Ce dernier a déclaré que le Fonds mondial Vert a approuvé début mars 76 projets dont 26 africains. Sur ce total, seuls deux projets de l'Amérique concernent l'efficacité énergétique. □

Nadia DREF

Nouveau paysage

SAID Mouline, président de l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique (AMEE) a présenté les efforts du Maroc en faveur de la transition énergétique. Dans le nouveau paysage énergétique, l'AMEE est devenue le seul interlocuteur en la matière. Actuellement, la SIE se retire de ce chantier au profit de l'AMEE conformément à la stratégie nationale de l'efficacité énergétique adoptée au conseil de gouvernement en juin dernier et qui devrait être présentée au Conseil des ministres. Cette feuille de route vise une économie d'énergie de 20% dans la consommation énergétique finale. Ce qui passe à travers la fourniture de l'énergie, la généralisation de l'accès à l'énergie à des prix concurrentiels et la maîtrise de l'énergie, ainsi que la préservation de l'environnement. Une mise à niveau des centrales électriques existantes est également dans le pipe. Plusieurs mesures sont prévues dès la première phase (2018-2021) touchant les secteurs énergivores: transport, industrie, bâtiment, agriculture et éclairage public. Un contrat-programme Etat-régions-AMEE sur la période 2018-2021 est annoncé. Il définira les engagements de chaque partie. □

de droit marocain capables de produire et de promouvoir le «made in Morocco». Qu'elles soient des PME nationales ou issues de joint-ventures maroco-internationales. Ces entreprises devront produire des composantes énergétiques telles que les chauffe-eaux et les panneaux solaires 100% marocains. Ce qui augmenterait le taux d'intégration locale dans l'énergie. Ces entreprises pourront également cibler le marché africain dont les besoins en énergie verte sont prometteurs. Un marché porteur sachant que 500 millions de personnes représentent la classe moyenne avec un

de droit marocain capables de produire et de promouvoir le «made in Morocco». Qu'elles soient des PME nationales ou issues de joint-ventures maroco-internationales. Ces entreprises devront produire des composantes énergétiques telles que les chauffe-eaux et les panneaux solaires 100% marocains. Ce qui augmenterait le taux d'intégration locale dans l'énergie. Ces entreprises pourront également cibler le marché africain dont les besoins en énergie verte sont prometteurs. Un marché porteur sachant que 500 millions de personnes représentent la classe moyenne avec un

de droit marocain capables de produire et de promouvoir le «made in Morocco». Qu'elles soient des PME nationales ou issues de joint-ventures maroco-internationales. Ces entreprises devront produire des composantes énergétiques telles que les chauffe-eaux et les panneaux solaires 100% marocains. Ce qui augmenterait le taux d'intégration locale dans l'énergie. Ces entreprises pourront également cibler le marché africain dont les besoins en énergie verte sont prometteurs. Un marché porteur sachant que 500 millions de personnes représentent la classe moyenne avec un

de droit marocain capables de produire et de promouvoir le «made in Morocco». Qu'elles soient des PME nationales ou issues de joint-ventures maroco-internationales. Ces entreprises devront produire des composantes énergétiques telles que les chauffe-eaux et les panneaux solaires 100% marocains. Ce qui augmenterait le taux d'intégration locale dans l'énergie. Ces entreprises pourront également cibler le marché africain dont les besoins en énergie verte sont prometteurs. Un marché porteur sachant que 500 millions de personnes représentent la classe moyenne avec un